
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 MARS 1926.

Projet de loi

portant approbation de la Convention de Washington tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. SOUDAN.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis n'est que la reprise de celui qui fut déposé par le Gouvernement, le 16 mars 1921, et qui avait pour but la ratification des diverses conventions adoptées par la Conférence internationale qui s'est réunie à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919.

Ces conventions étaient les suivantes :

1° Une convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels;

2° Une convention concernant le chômage;

3° Une convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement;

4° Une convention concernant le travail de nuit des femmes;

5° Une convention fixant l'âge minimum pour l'admission des enfants aux travaux industriels;

6° Une convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie.

Ce projet du 16 mars 1921, fut l'objet d'un important rapport de M. Heyman. Il devint caduc par la dissolution des Chambres, survenue en octobre 1921.

Depuis lors, trois des susdites conventions furent ratifiées par le Parlement : celles concernant le travail de nuit des femmes; celle relative à l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, et celle relative au travail de nuit des enfants dans l'industrie.

Le projet actuel vise uniquement la convention relative à la limitation de la durée du travail.

*
* *

(1) Projet de loi, n° 110 (Session extraordinaire 1925).

(2) La Section centrale, présidée par M. Hallet, était composée de MM. Heyman, Troolet, Soudan, Dejardin, Uytendaele, Eekels.

L'honorable M. Heyman, dans son rapport du 26 juillet 1921, après avoir examiné les différentes conventions soumises à la ratification des Chambres, proposait, au nom de la majorité de la Commission, l'adoption des conventions 2 à 6.

Quant à celle relative à la journée de huit heures et à la semaine de quarante-huit heures, il s'exprimait comme suit : « A notre sens, des réserves s'imposent à l'égard de la convention concernant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

» Les pays qui n'ont pas ratifié cette convention ont fait valoir, pour justifier
» leur opposition, des raisons tirées ou de ce que leur législation allait au delà
» des stipulations convenues à Washington, ou de ce que certains principes
» posés par la Convention allaient à l'encontre de ceux consacrés par la législa-
» tion nationale ou encore de la difficulté qu'ils rencontreraient à mettre en
» harmonie les clauses de la convention avec les intérêts de leur industrie et la
» variété des situations qui se présentaient chez eux. Ainsi, Sir Malcolm
» Levigne a déclaré à la réunion du Conseil d'Administration du Bureau Inter-
» national du Travail, qui s'est réuni en ces derniers jours à Stockholm, au nom
» du Gouvernement britannique : que celui-ci avait décidé de ne pas ratifier la
» convention en ce qui concerne les huit heures et de provoquer, ainsi qu'il a été
» dit à la Chambre des Communes, une nouvelle Conférence Internationale
» appelée à élaborer une nouvelle convention sur la matière.

» Il a dit que le régime des huit heures était appliqué en Angleterre là où il
» était possible de le faire.

» Ces difficultés se sont aussi présentées à nous et je crois pouvoir dire que
» nous les avons résolues.

» En Belgique aussi, il a fallu modifier quantité de points de la législation
» nationale pour les mettre en concordance avec la convention des huit heures.

» Non seulement, nous avons suivi avec une exactitude rigoureuse les indi-
» cations formulées à Washington, mais nous avons singulièrement étendu le
» champ d'action de la loi et nous avons renforcé maintes de ses dispositions.
» Nous aussi, nous pourrions invoquer, avec autant et plus de justesse que
» d'autres nations, le fait que la loi assure aux travailleurs plus de garanties et
» d'avantages que ceux qu'ils attendaient de la convention de Washington.

» Mais la raison de notre attitude expectante n'est pas là.

» Elle réside dans le fait qu'après avoir ratifié la convention, nous nous trou-
» verons liés pendant onze ans; que pendant ce temps, nous n'aurons plus la
» liberté de modifier quoi que ce soit des dispositions légales, même si nos con-
» currents s'abstiennent de voter une loi conforme à la convention, ou si cette
» loi ne s'applique qu'à un nombre restreint d'établissements ou encore si son
» application laisse à désirer.

» Avant de prendre l'engagement qu'on lui demande, la Belgique a le droit de
» s'enquérir des dispositions des pays étrangers.

» Ces dispositions sont tout au moins douteuses. Une voix autorisée l'a
» reconnu avant nous et les faits apportent une éclatante confirmation à cette
» opinion.

» Nous estimons, d'autre part, qu'il est de notre devoir d'éclairer sincèrement
» la classe ouvrière, sur les conséquences que pourrait avoir la signature par
» la Belgique de la Convention de Washington sur les huit heures, sans que nous
» n'ayons la certitude que les autres pays ne signent.

» Nous devons dire à nos ouvriers :

» Notre loi nationale de huit heures entrera en vigueur le 1^{er} octobre prochain. Pour ce qui concerne la Convention de Washington nous constatons que les grands pays producteurs, qui sont nos concurrents sur les marchés internationaux, n'ont pas encore signé cette convention, et il n'apparaît pas qu'ils soient disposés à le faire immédiatement.

» En signant seul, ou presque seul, il pourrait en résulter que nous soyons placés dans une situation manifeste d'infériorité vis-à-vis de nos concurrents sur les marchés internationaux. Or, vous n'ignorez pas, mes amis, que la Belgique est surtout et entre tous, un pays d'exportation. Nous mettre dans la situation d'infériorité dont je parle ci-dessus, serait nous exposer à être supplantés sur les marchés internationaux. En dernière analyse ce serait en grande partie la ruine de nos industries entraînant inévitablement notre propre ruine.

» La conséquence dernière serait l'exode forcé pour une partie de notre classe ouvrière.

» Votre section centrale ainsi que votre rapporteur ont conscience de la responsabilité qu'ils assument en cette matière.

» Ils ne comptent pas s'y soustraire.

» Nous ne proposons pas à la Chambre d'émettre un vote hostile à la convention des huit heures.

» Nous lui demandons, au contraire, de marquer nettement son désir de pouvoir signer au plus tôt cette Convention.

» Mais nous demandons à la Chambre de suspendre sa propre décision jusqu'au moment où nous connaîtrons les décisions prises par les grandes nations productrices et concurrentes qui nous entourent et notamment la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. »

Et, en conclusions, le rapporteur proposait au nom de la majorité de la Commission, d'attendre, avant de ratifier la Convention, que nous ne soyons pas seuls à le faire. Il souhaitait d'ailleurs la venue rapide de cette heure.

La minorité de la Commission crut cependant devoir proposer une solution différente.

Elle résumait comme suit sa façon de voir :

« Les soussignés ne partagent pas toutes les appréhensions de la majorité de la Commission.

» Étant donné que la Belgique a introduit la journée de huit heures dans sa législation, que personne ne songe à revenir en arrière, et que, partout, la semaine de quarante-huit heures entre de plus en plus dans les faits, les membres de la minorité de la Commission estiment qu'il y a là autant de raisons de hâter l'établissement de la législation internationale relative à la limitation des heures de travail.

» D'ailleurs, l'Angleterre, dont on invoque l'attitude apparemment hésitante, déclare appliquer la journée de huit heures dans toutes ses industries. En fait, le danger n'existe pas de ce côté.

» Dans ces conditions, les soussignés considèrent que la ratification par la Belgique de toute la Convention de Washington hâterait la solution inéluctable de cet important problème. C'est-ce qu'ils auront l'honneur de proposer à la Chambre des Représentants ».

*

La situation a-t-elle changé aujourd'hui ?

Nous croyons en toute sincérité que oui.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que, dès 1922 déjà, l'honorable M. Heyman, rapporteur de votre première convention, attirait l'attention de la Chambre sur ce qu'il appelait, à ce moment, un fait nouveau.

Voici ce que l'honorable membre écrivait, comme rapporteur du budget du Ministère de l'Industrie et du Travail, dans son rapport déposé le 16 mai 1922 :

« Depuis la dissolution, le projet de loi du Gouvernement relatif à la Convention de Washington est devenu caduc. D'un autre côté, il y a un fait nouveau que je désire signaler à la Chambre.

» A la troisième Conférence Internationale du Travail, qui vient d'avoir lieu à Genève en 1921, il a été constaté que plus d'un pays était dans la même situation que la Belgique. Mgr. Nolens, délégué gouvernemental des Pays-Bas, a alors posé la question suivante à l'occasion de la discussion du rapport du directeur du Bureau International du Travail : Ne serait-il pas désirable que les membres qui se sont décidés à ratifier une convention sachent à ce moment quels sont les autres Membres qui sont également décidés à ratifier cette même convention ?

» Je prendrai un exemple tout récent, celui de la Belgique, qui a distingué exactement entre les deux actes ; en effet, d'une part, elle a eu le souci, dans sa loi sur les heures de travail, de se conformer aux dispositions de la Convention de Washington, et, d'autre part, elle a réservé jusqu'à présent, en raison de sa situation internationale générale, l'acte de ratification ».

» Il y a donc là deux actes qui, à mon sens, doivent être accomplis avec toute la souplesse que comportent les différentes Constitutions nationales.

» A quoi M. Albert Thomas, directeur du Bureau International du Travail, a répondu : Est-il possible de remédier à cette situation ? Mgr Nolens a fait appel à toute l'intelligence de l'élite internationale. A défaut d'intelligence, nous avons au moins des traditions. Je me permettrai de reprendre les paroles de M. Hudson, conseiller juridique, qui se trouvent consignées à la page 176 du compte rendu de la Conférence internationale de Washington. Je crois que ce rapport un peu oublié, nous fournit une procédure pratique, qui nous permettrait de sortir de la difficulté. Je lis, en effet : Dans quelques cas, les membres de l'Organisation du Travail peuvent ne pas désirer ratifier le projet de convention sans les autres membres de l'Organisation. Naturellement, tout membre de l'Organisation du Travail peut attendre, pour communiquer sa ratification au Secrétaire général de la Société des Nations, d'être certain que quelques autres membres désirent ratifier ; ou bien, il est possible qu'un membre fasse dépendre sa ratification des autres membres de l'Organisation du Travail ; et, dans ce cas, on comprend très bien que cette ratification conditionnelle ne deviendra définitive et ne sera enregistrée par le Secrétaire général que lorsque les conditions en auront été remplies.

» Il résulte donc de la déclaration de M. Thomas, que les pays qui sont dans la situation de la Belgique, ont la faculté de ratifier conditionnellement les conventions en ce sens que la ratification ne deviendrait effective qu'au moment où les grands pays industriels voisins auraient donné leur adhésion à la convention.

» Ceci constitue, comme je le disais plus haut, un fait nouveau, dont l'importance n'échappera certes pas à notre Gouvernement. Dès que l'Europe sera sortie de la période trouble dans laquelle elle se débat en ce moment, il y aura lieu d'appeler l'attention du Parlement sur cette convention conditionnelle avec l'espoir d'aboutir ».

Nous verrons plus loin que certaines nations en ont agi comme le suggérait M. Albert Thomas.

Nous croyons cependant que actuellement, la Belgique peut et doit ratifier purement et simplement la Convention, sans accompagner sa ratification de réserves d'aucune sorte.

Pourquoi ?

C'est que l'expérience faite depuis 1921 a démontré que les scrupules très légitimes qu'exprimait, à cette époque, l'honorable M. Heyman ont perdu leur raison d'être.

Nous étions, en 1921, dans une période d'incertitude. S'inspirant des préoccupations généreuses et idéalistes qui avaient animé après la guerre toutes les nations, la Conférence de Washington, presque à la sortie de la guerre, avait voté toute une série de conventions, sans préoccupations d'intérêt de classes ou de partis. La convention instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures dans les établissements industriels avait été votée par 83 voix contre 2, le vote étant acquis par les voix patronales comme par les voix ouvrières.

Au bout d'un certain temps cependant, au bout de très peu de temps, les antagonismes avaient repris entre les nations ; les pays industriels voyaient renaître, entre eux, la concurrence. Certains pays connaissaient une prospérité inouïe, alors que d'autres souffraient d'un chômage intense. Chez les uns, l'industriel désirait en revenir aux longues journées de travail, dans l'espoir d'intensifier une production qui s'écoulait facilement et à hauts prix ; les autres comptaient sur le même moyen pour abaisser leurs prix de revient et concurrencer favorablement les premiers. Tous les pays s'observaient. Ainsi, partout où la force syndicale ouvrière ou la loi avait instauré la journée de huit heures, une réaction se produisait contre elle, réaction qui se manifestait par une propagande intense des producteurs contre une institution qu'ils croyaient néfaste à leurs industries. Ces protestations devaient fatalement influencer le législateur et l'entraîner vers l'expectative. D'autant plus qu'un argument, que l'on a d'ailleurs appelé l'argument international, frappait les esprits : il n'y a pas eu de pays où l'industriel, soumis à la loi des huit heures, n'ait point protesté en signalant que partout ailleurs où la même loi existait, celle-ci n'était pas appliquée.

Ces campagnes se sont poursuivies partout, sans exception. L'offensive contre la journée des huit heures a été générale. L'on peut dire, qu'à l'heure présente, elle n'a abouti nulle part ; l'on peut même affirmer qu'il semble bien acquis que nulle part elle n'aboutira.

Voilà la constatation qui se dégage d'une expérience de six ans, et qui a transformé entièrement le problème tel qu'en 1921 il vous fut soumis.

. . .

Nous disons plus haut qu'il semble bien, actuellement, que le régime de la journée de huit heures ne pourrait plus disparaître, dans aucun des pays qui l'ont introduit dans leur législation, sans une résistance ouvrière telle, que sa suppression entraînerait des troubles et des difficultés qu'aucun d'entre eux ne voudrait risquer. Quand une loi est entrée dans les mœurs, il est impossible de la faire disparaître.

Comment la situation se présente-t-elle en droit et en fait ?

Depuis 1919, neuf ratifications de la Convention de Washington relative à la

journée des huit heures ont été enregistrées : celle de l'Autriche, le 12 juin 1924; de la Bulgarie, le 14 février 1922; du Chili, le 15 septembre 1925; de la Grèce, le 19 novembre 1920; de l'Inde, le 14 juillet 1921; de l'Italie, le 6 octobre 1924; de la Roumanie, le 13 juin 1921; de la Tchéco-Slovaquie, le 24 août 1921. Remarquons cependant qu'en Italie, en Autriche et en Lettonie la ratification ne s'est faite que *sous condition*.

D'un autre côté, dans dix pays la convention est soumise, pour ratification, à la législature. Ce sont l'Argentine, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, la France, la Lithuanie, la Pologne et l'Uruguay.

Si l'on examine quelle est la législation de chacun des pays qui ont participé à la Conférence de Washington, l'on constate que, partout, cette législation est, à peu de chose près, identique à la convention issue de la Conférence.

En effet, dès les derniers mois de 1918 et dans le cours de 1919, le principe de la journée des huit heures fut introduit dans presque toutes les législations.

En Espagne, le décret du 3 avril 1919 applique la règle à tous les travaux;

En France, les lois des 23 avril, 25 juin et 2 août 1919, l'appliquent à l'industrie, au commerce, aux bureaux et à la marine;

En Tchéco-Slovaquie, la loi du 19 décembre 1918 applique la loi à l'agriculture;

En Allemagne, il en est de même pendant certains mois de l'année (arrêté du 24 janvier 1919);

En Autriche, (loi du 17 décembre 1919);

En Belgique, (loi du 14 juin 1921);

En Finlande, (loi du 27 novembre 1917);

En Italie (décret-loi du 15 mars 1923);

En Pologne (loi du 18 décembre 1919); au Portugal (décret du 25 septembre 1919) la journée de huit heures est appliquée à tous les travailleurs occupés dans l'industrie, le commerce et les bureaux.

Aux Pays-Bas, la loi du 4^{er} novembre 1919 avait même réduit à quarante-cinq heures le maximum hebdomadaire.

Dans les pays comme la Norvège (loi du 11 juillet 1919), le Luxembourg (loi du 14 décembre 1918), la Lithuanie (loi du 30 novembre 1919), les huit heures étaient prescrites pour l'ensemble de l'industrie.

Au Danemark, la législation s'appliquait aux ouvriers des entreprises à marche continue (loi du 12 février 1919) et en Suisse aux fabriques et entreprises de transports et communications (lois du 25 juin 1919 et du 6 mars 1920).

D'une façon générale, d'ailleurs, dans de nombreux pays, la durée du travail avait été fixée à quarante-huit heures par semaine et même moins par les conventions collectives de travail. Pour ces pays, la législation n'avait fait que rendre légales des conditions de travail déterminées par les accords entre patrons et ouvriers.

Ce fut le cas de la Grande-Bretagne et de l'Italie notamment. En Grande-Bretagne une déclaration du secrétaire du Ministère du Travail, du 22 juillet 1921, établit par les contrats collectifs fixant à 48 heures la durée du travail effectif, intéressent 10 à 12 millions d'ouvriers, c'est-à-dire 70 à 80 p. c. de la population totale employée dans le pays et pratiquement la totalité de cela employée dans l'industrie.

* . *

Qu'est devenu, dans chacun des pays visés, le régime relatif à la durée de la journée de travail? S'est-il modifié dans son essence? En est-on revenu, dans les pays qui nous font spécialement la concurrence, à un régime plus large?

Nous ne nierons pas que des tentatives aient été faites, ni qu'elles aient pu même paraître, à certains moments, aboutir à une réaction dans le domaine de la durée du travail.

L'on peut cependant affirmer, qu'en principe, et partout, la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures est restée la règle intangible que, dans aucun pays, il ne paraît possible de supprimer.

Ce qui nous intéresse le plus, c'est l'attitude des grandes puissances industrielles : l'Allemagne, l'Angleterre, la France.

L'Allemagne fut un des pays qui, au début, appliqua le plus strictement la journée de huit heures, lorsque, le 21 décembre 1923, la situation très grave où elle se trouvait l'obligea à un certain recul. Une ordonnance provisoire de cette date, tout en maintenant le principe des huit heures, permit de prolonger la durée du travail par voie de conventions collectives ou de sentences arbitrales. Le système des deux équipes fut réintroduit dans la sidérurgie, partiellement dans l'industrie chimique, etc.

Il résulte des enquêtes de l'« Allgemeine Deutscher Gewerkschaftsbund », que la durée du travail d'environ la moitié des travailleurs industriels fut ainsi prolongée d'une à deux heures par jour. La réaction fut rapide; les travailleurs obtinrent bientôt que dans de nombreuses conventions collectives la journée de huit heures fût réintroduite. Les organisations syndicales exigèrent un plébiscite. Aussi, le 7 février 1925, le Ministre du Travail du Reich déclarait au Reichstag qu'il était prêt à étudier, de commun accord avec les autres ministres du travail, la ratification de la Convention.

A la même époque, le Gouvernement Mac Donald déclarait être partisan de la ratification.

Des déclarations identiques ayant été faites par le Ministre du Travail de France, M. Justin Godart, une conférence des Ministres du Travail eu lieu, à Berne. Les Ministres du Travail belge, français, allemand et anglais y assistèrent, en même temps que le Directeur du Bureau international du Travail.

Et les résultats de la Conférence furent consignés dans le communiqué officiel suivant :

« Les Ministres, après avoir constaté de nouveau qu'il est désirable, surtout »
» pour des raisons de civilisation et d'intérêt social, d'aboutir internationalement, »
» sur la base de la Convention de Washington, à une application pratique de la »
» journée de huit heures, ont procédé à un examen, article par article, du projet »
» de convention. L'objet de cet examen était d'aplanir les difficultés d'interpré- »
» tation qui pouvaient subsister entre eux et de faciliter ainsi, pour chacun de »
» leurs gouvernements, l'acte de ratification. Ils ont constaté avec satisfaction »
» que, sur la plupart des points, leurs vues coïncidaient exactement ou que »
» l'écart n'était pas considérable. C'est donc avec le sentiment unanime de la »
» possibilité de la ratification commune qu'ils ont clos la conférence. »

Depuis lors, en Allemagne, un arrêté du 19 janvier 1925 réintroduisit partiellement le système des trois équipes dans l'industrie.

En Angleterre, un bill de ratification fut déposé; après la chute du Cabinet Mac Donald, il fut rejeté aux Communes en seconde lecture.

En France, le Gouvernement présenta un projet de ratification sous condition d'adhésion de l'Allemagne et, le 19 juillet 1925, la Chambre des députés l'adopta, à l'unanimité.

Depuis lors aussi, le Ministre du Travail britannique a rencontré le Ministre du Travail allemand à Cologne, le 10 juin 1925, et le Gouvernement britannique a

adressé aux Gouvernements étrangers un memorandum sur les possibilités de ratification simultanée de la Convention.

De telle sorte, qu'en réalité, la situation peut se résumer comme suit :

9 Etats ont ratifié la Convention ;

6 sans conditions, parmi lesquels la Tchéco-Slovaquie ;

3 avec conditions, l'Autriche, l'Italie et la Lettonie.

En France, la Chambre a voté la ratification conditionnelle; l'Allemagne se déclare prête à une ratification qui se ferait d'accord avec les autres États industriels. Il en est de même en Angleterre.

Il n'est pas sans intérêt d'ajouter qu'en Suisse, une loi portant la semaine de travail à 54 heures a été repoussée par referendum populaire à une énorme majorité.

*
.

L'on peut donc dire que, depuis 1921, la situation a changé en ce sens qu'il est bien démontré que, dans la plupart des pays, comme nous le disions plus haut, la journée de huit heures apparaît comme tellement incorporée dans les mœurs et comme tellement liée à la volonté de la classe ouvrière qu'elle ne pourrait plus être supprimée. Les doutes, jusqu'à un certain point justifiés que l'on pouvait avoir, à cet égard, en 1921, ne sont plus permis aujourd'hui. C'est là une constatation dont l'importance est essentielle.

L'argument principal des adversaires de la ratification a ainsi disparu.

*
.

Il en reste un second qui d'ailleurs, on peut bien le constater, est, lui aussi, un argument « international » : c'est que la Convention n'est pas complètement adéquate à la législation belge.

D'une façon générale, il suffit de lire la Convention pour se rendre compte de ce qu'elle prévoit tout un système d'adaptations de la réglementation de la durée du travail aux nécessités de l'industrie — telle la durée de cinquante-six heures applicable aux établissements à marche continue — la moyenne hebdomadaire de quarante-huit heures réparties sur plusieurs semaines — ainsi que la possibilité de dérogations permanentes et temporaires après accord des organisations patronales et ouvrières.

Mais, en ce qui concerne notre pays, il suffit de comparer la loi du 14 juin 1921 à la Convention de Washington pour conclure que notre loi est, d'une façon générale, plus sévère, plus restrictive de la liberté que la Convention. Pour les rares dispositions où notre loi est plus large, ces dispositions visent précisément des cas de telle nature que l'opposition entre la loi et la Convention serait facilement réductible.

Une comparaison des textes est suggestive à cet égard.

Divergences entre la loi belge instituant la journée de huit heures et la Convention Internationale de Washington sur le même objet.

A. — Dispositions extensives.

ARTICLE PREMIER.

1° La loi du 14 juin 1921 s'étend au personnel de bureau des entreprises commerciales ;

2° La loi peut être étendue par arrêté royal :

a) Aux magasins de détail ;

b) Aux hôtels, restaurants et débits de boissons ;

c) Aux ouvriers ainsi qu'aux employés, autres que les employés de bureau, occupés dans les entreprises commerciales.

3° Les ateliers familiaux sont assujettis à la loi s'ils sont classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ou que le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques.

ART. 2.

La loi s'étend au personnel de surveillance.

Il est à remarquer toutefois, que les contremaîtres pourraient être exclus comme agents investis d'un poste de confiance.

B. — *Dispositions plus sévères.*

ART. 2.

1° La loi n'autorise l'établissement de la semaine anglaise (48 heures de travail par semaine sans limitation à 8 heures par jour) que si le personnel jouit du repos de l'*après-midi du samedi*.

2° La loi établit un régime spécial en ce qui concerne les travaux souterrains des mines de houille, en ce sens qu'elle y limite la durée du temps de présence au lieu de la durée du travail effectif.

ART. 4.

1. En vertu de la loi, la moyenne de cinquante-six heures par semaine doit être calculée sur une période de trois semaines ou sur une autre base à déterminer par arrêté royal. La Convention de Washington ne spécifie rien quant à la base sur laquelle la moyenne doit être calculée, ce qui enlève à cet égard toute portée pratique.

2. La loi prévoit des congés compensatoires dont il n'est pas question dans la Convention de Washington.

ART. 5.

1. La loi prévoit simplement l'établissement d'une limitation équivalente sur un espace plus long que la semaine en ce qui concerne les industries saisonnières, alors que la Convention de Washington autorise pour ces industries des heures supplémentaires proprement dites sans aucune compensation.

2. Même remarque en ce qui concerne les entreprises où il est fait usage du vent ou de l'eau comme force motrice.

ART. 7.

1. La loi exige que le surcroît extraordinaire de commandes soit occasionné par un événement imprévu, la Convention de Washington parle simplement d'un surcroît de travail extraordinaire.

2. La loi porte que les heures supplémentaires devront être autorisées par le Ministre compétent, sur rapport de l'Inspecteur du Travail et après accord intervenu entre le chef d'entreprise et le ou les groupements auxquels sont rattachés

la majorité de ses ouvriers ou, à défaut de parcs groupements, avec la majorité de ceux-ci. La Convention de Washington ne prévoit rien de pareil.

3. En vertu de la loi, l'autorisation ne pourra être accordée pour plus de trois mois dans le cours d'une année ni pour plus de deux heures par jour. Aucune limite n'est prévue dans la Convention.

ART. 8.

La Convention de Washington n'interdit pas le travail de nuit des ouvriers mâles adultes.

ART. 10.

Alinéa 2.

La loi prévoit un maximum de deux heures supplémentaires par jour en cas de travail par équipes successives. La Convention de Washington n'établit à cet égard aucun maximum.

Alinéas 3 et 5.

Ici, en vertu de la loi, le maximum est de deux heures supplémentaires de présence par jour.

En outre, la loi prévoit des congés compensatoires. Ces congés compensatoires atteindront au total vingt-six jours pleins par an au moins, pour les travailleurs qui auront été tenus à deux heures supplémentaires de présence par jour.

Dans la Convention de Washington, rien de semblable.

ART. 11.

Cet article prévoit la possibilité de limiter à moins de huit heures par jour, par arrêté royal, la durée du travail effectué dans les chantiers ou locaux particulièrement insalubres.

La Convention de Washington ignore cette faculté.

ART. 13.

Alinéa premier.

En vertu de cet alinéa, la diminution de la durée du travail, résultant de l'application de la loi, ne peut en aucun cas entraîner une diminution du salaire. Il n'existe pas de disposition correspondante dans la Convention de Washington.

Alinéa 2.

1) La loi prévoit le paiement d'un sursalaire dans les cas spécifiés à l'article 9, 2° et 3° (accident ou force majeure), aussi bien que dans le cas dont il est question à l'article 9, 1° (travaux préparatoires et complémentaires). La Convention de Washington ne prévoit de sursalaire que dans ce dernier cas.

2) La Convention de Washington se contente d'un sursalaire de 25 p. c. La loi prévoit 50 p. c. au delà de la deuxième heure supplémentaire et 100 p. c. pour le travail du dimanche.

C. — Dispositions plus larges.

ART. 2.

1. Contrairement à ce que prévoit la Convention de Washington, la loi permet

d'établir, du moins pour un an, la semaine anglaise sans convention entre organisations patronales et ouvrières ou, à défaut de semblables organisations, entre représentants des patrons et des ouvriers. Il suffit d'un accord entre les chefs d'entreprise et les ouvriers, suivi d'un arrêté royal pris sur avis du Gouverneur et sur rapport de l'Inspecteur du Travail.

Mais, en vertu de l'alinéa 4, les ouvriers devront négocier, soit par l'intermédiaire des groupements dont ils font partie, soit, à défaut de pareils groupements, par l'intermédiaire de délégués.

ART. 7.

La Convention de Washington (art. 6, littéra *b*) exige la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

L'article 7 de la loi ne prévoit pas cette consultation. L'intervention des organisations patronales a été laissée de côté. Quant aux organisations ouvrières, on prévoit simplement l'intervention du groupement auquel sont rattachés la majorité des ouvriers en cause. D'ailleurs, à défaut de groupement de ce genre, il suffit que l'accord soit conclu par la majorité des ouvriers.

Il est à remarquer cependant qu'il y aurait moyen de se conformer à la Convention de Washington en consultant les organisations patronales et ouvrières au sujet des catégories de cas dans lesquelles des autorisations pourront être données en vertu de l'article 7 de la loi.

ART. 12.

En vertu du 2° de l'article 12, le Roi peut suspendre l'application des limitations énoncées par la loi, « lorsque, de l'avis du Conseil supérieur du Travail et du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, il y a nécessité d'ordre national de s'assurer, par le développement de l'exportation, les moyens d'échange indispensables à l'importation des substances ».

L'article 14 de la Convention de Washington prévoit la possibilité pour les gouvernements d'en suspendre les effets dans la seule hypothèse prévue par le 1° de l'article 12 de la loi belge, c'est-à-dire en cas de guerre ou en cas d'événement présentant un danger pour la sécurité nationale.

*
* *

Si donc nous nous résumons, où en arrivons-nous ?

Nous constatons que partout la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures sont devenus des faits.

La loi, comme il arrive presque toujours, n'a fait que sanctionner une volonté incompressible des populations ouvrières qui, dans la grande industrie surtout et dans tous les pays, s'était déjà exprimée dans les convictions collectives de travail.

Dans de nombreux pays, un mouvement s'est dessiné, parmi les employeurs, pour aboutir à la suppression de cette législation, mais ce mouvement n'a pas eu de succès. Il ne paraît devoir réussir nulle part, ce qui fait disparaître les arguments tirés de la non-ratification par les autres pays industriels.

La législation belge est plus sévère que la Convention de Washington. Le vote de cette dernière ne serait point une aggravation de la première.

*
* *

Plus rien ne paraîtrait dès lors devoir être un obstacle à la ratification.

Mais, pour parler franc et dégager sans ambages toute la vérité, il y a un obstacle. C'est qu'à l'heure présente, beaucoup d'industriels — nous ne disons pas : tous — ne sont pas encore parvenus à abandonner des idées périmées ; ils ne sont pas encore parvenus à se mettre au niveau des situations nouvelles créées non point, comme on le dit souvent, par la guerre — car celle-ci n'a fait que précipiter le mouvement — mais par le développement formidable qu'à pris, dans ce dernier quart de siècle, l'organisation de la classe ouvrière, par son désir de relèvement moral et intellectuel.

Il y a une vérité qui devrait être comprise : c'est que la journée de huit heures est, pour la classe ouvrière, une question morale. L'ouvrier désire avoir un foyer ; il désire y passer, chaque jour, quelques heures heureuses : il a femme et enfants, il veut connaître, avec eux, les joies de la vie de famille. Les longues journées de travail sont les ennemies de la famille qu'elles ruinent en détruisant le charme du foyer. L'ouvrier a, d'autre part, acquis le sentiment de la dignité humaine : il veut s'instruire, il ne veut plus que toutes choses de l'intelligence lui soient défendues, il veut aussi avoir sa part des jouissances que procurent les œuvres de l'esprit, et il sait que pour cela il lui faut des loisirs. L'on se heurtera donc à une volonté irréductible de sa part chaque fois qu'on lui parlera d'en revenir à un régime de travail qu'il considère comme un obstacle absolu à ses aspirations les plus saines et les plus respectables.

Mais voyons plus loin encore. Nous posons en-fait que l'avenir même de notre industrie réside dans un régime de courtes journées de travail. Il faut avoir, en matière économique ou sociale, des vues lointaines. Il faut voir grand. Il faut que notre pays organise l'avenir. Celui-ci exige une industrie en voie incessante de perfectionnement technique, des universités et des écoles capables de nous fournir des ingénieurs de premier plan, un enseignement technique et professionnel qui nous dotera d'une classe ouvrière d'élite. Pour cela, il faut rompre avec le passé ; il faut perdre la préoccupation des petits profits immédiats que peuvent donner de longues journées de travail. Le monde a changé. L'avenir n'est plus aux pays des longues journées de travail et des bas salaires ; il est aux nations dont l'outillage industriel sera le plus puissant et le plus perfectionné, dont les ingénieurs et les techniciens seront les plus forts, dont la classe ouvrière sera la plus intelligente et la plus instruite. Pour que cette dernière condition se réalise, il faut que l'ouvrier soit entraîné à la fréquentation des écoles techniques et professionnelles : cela ne peut se réaliser dans un régime de longues journées de travail.

Que si l'on nous dit : à l'heure présente, il faut produire le plus possible, et la journée de huit heures a entraîné une diminution de production, nous répondrons : Les enquêtes impartiales démontrent que partout où les industriels ont su se mettre à la hauteur des situations nouvelles, ils ont pu, grâce à l'amélioration de leurs usines et la modernisation de leurs méthodes de travail — dépendantes ou indépendantes de la loi des huit heures — aboutir à une production égale ou supérieure à celle d'avant-guerre. Nous répondrons aussi que c'est voir la question par le petit bout de la lorgnette : comme nous l'avons indiqué plus haut, nous avons à choisir entre une politique économique à courte vue ou une politique économique qui prépare l'avenir.

. . .

Nous avons ainsi indiqué le problème dans les limites que comporte un rapport parlementaire.

Insistons encore, cependant, sur un point : C'est que le facteur moral est trop

souvent laissé de côté, par les adversaires de la loi. Devons-nous tendre, par tous moyens, à faire de notre peuple un peuple instruit, éduqué, cultivé ; devons-nous chercher à ce que toute notre population, sans exception, s'élève en savoir et en moralité ? L'alcoolisme, les bas salaires, les taudis, les longues heures de travail sont les ennemis du développement intellectuel et moral du peuple. Nous avons pris des mesures pour extirper le premier ; les résultats ne peuvent être contestés par les gens de bonne foi ; une énorme amélioration s'est produite quant aux taux des salaires ; le nombre des taudis est en régression et de plus en plus l'ouvrier jouit d'un logement agréable et sain ; la journée de huit heures élève lentement le peuple au-dessus du niveau d'avant-guerre. Un retour vers de plus longues journées de travail marquerait une régression morale et intellectuelle de la classe ouvrière.

Nous croyons donc pouvoir conclure comme suit :

Dans tous les pays industriels, une atteinte quelque peu sérieuse à la journée de huit heures ou à la semaine de 48 heures apparaît comme impossible. Elle amènerait de telles perturbations qu'elle ne pourrait être maintenue. Partout les industriels s'adaptent ou s'adapteront à cet état de choses.

La Belgique a intérêt à ce que cette situation soit partout définitive, et à ce que le régime de la journée de huit heures ne soit plus remis en question. Comme dans chaque pays, l'on attend, pour ratifier, la ratification du voisin, il faut que le cercle vicieux se rompe. Nous pouvons le faire sans inconvénient. Bien plus, la situation de la Belgique est telle qu'une décision prise par elle fera disparaître, ailleurs, les dernières hésitations. Il est vraisemblable que la ratification de notre pays sera suivie de celles des autres.

* * *

Au moment où paraîtra ce rapport, les Ministres du Travail seront réunis à Londres, dans le but de rechercher « un accord international effectif réglementant les heures de travail dans l'industrie ». Il est à souhaiter que ce ne seront pas quelques difficultés de détail qui arrêteront les Gouvernements dans la voie des décisions définitives et que de la réunion de Londres sortiront les ratifications simultanées de la Convention.

Tout en faisant ce vœu, votre Commission n'en reste pas moins persuadée que la Belgique peut, sans plus de retard, faire montre de décision ; qu'en ratifiant la Convention, elle entraînera la ratification des autres nations ; que par son attitude elle se grandira, en montrant au Monde, qu'elle entend se placer au premier rang des nations dans le domaine du progrès social.

Votre Commission a approuvé ce rapport à l'unanimité.

Le Rapporteur,

EUGÈNE SOUDAN.

Le Président,

MAX HALLET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MAART 1926.

Wetsontwerp

houdende goedkeuring van de Overeenkomst van Washington tot het beperken van den arbeidsduur in de nijverheidsbedrijven op acht uren per dag en op acht-en-veertig uren per week ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SOUDAN,

MIJNE HEEREN,

Het U voorgelegde ontwerp is slechts de herhaling van het ontwerp dat, den 16^e Maart 1921, door de Regeering werd ingediend met het doel de goedkeuring te bekomen over de verschillende overeenkomsten welke door de Internationale Conferentie werden aangenomen in hare vergadering te Washington, die zitting hield vanaf 29 October tot 29 November 1919.

Deze overeenkomsten waren de volgende :

- 1^o Eene overeenkomst tot het beperken op acht uren per dag en op acht en veertig uren per week van den arbeidsduur in de nijverheidsinrichtingen ;
- 2^o Eene overeenkomst betreffende de werkloosheid ;
- 3^o Eene overeenkomst betreffende den arbeid der vrouwen vóór en na de bevalling ;
- 4^o Eene overeenkomst betreffende den nachtarbeid der vrouwen ;
- 5^o Eene overeenkomst tot vaststelling van den minimum-leeftijd waarop de kinderen tot nijverheidsarbeid worden toegelaten ;
- 6^o Eene overeenkomst betreffende het nachtwerk der kinderen in de nijverheidsbedrijven.

Over dit ontwerp van 16 Maart 1921 heeft de heer Heyman een verslag van belang uitgebracht. Het ontwerp verviel echter wegens de ontbinding der Kamers in October 1921.

Sedertdien, werden drie der vermelde overeenkomsten door het Parlement goedgekeurd namelijk : die betreffende den nachtarbeid der vrouwen ; die betreffende den leeftijd tot toelating der kinderen in de nijverheidsbedrijven, en die betreffende het nachtwerk der kinderen in de industrie.

Het ontwerp, dat ons bezighoudt, doelt enkel op de overeenkomst betreffende de beperking van den arbeidsduur.

(1) Wetsontwerp, n^o 110 (Buitengewone zitting 1925).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HALLET, bestond uit de heeren HEYMAN, TROLET, SOUDAN, DEJARDIN, UYTROEVEN EN ECKELERS.

In zijn verslag van 26 Juli 1924, na de verschillende overeenkomsten die aan de goedkeuring der Kamer waren onderworpen te hebben onderzocht, stelde de achtbare heer Heyman namens de meerderheid der Commissie voor de overeenkomsten 2 tot 6 aan te nemen.

Over deze betreffende den achturedag en de acht-en-veertigurenweek zegde hij het volgende :

« Doch, onzes erachtens, dient voorbehoud gemaakt voor de Overeenkomst » in zake den achturen-arbeidsdag en de acht-en-veertigurenweek.

» De landen, die deze overeenkomst nog niet bekrachtigden, hebben hun » verzet gewettigd door redenen, getrokken uit het feit dat hun eigen wetgeving » verder gaat dan de Overeenkomst van Washington, of dat zekere beginselen, » gesteld door de Overeenkomst, indruischen tegen diegene, gehuldigd door hun » nationale wetten, of nog uit de moeilijkheid die zij zouden ondervinden om de » bepalingen der Overeenkomst te doen strooken met de belangen hunner nijver- » heid en de allerhande toestanden die bij hen zouden voorkomen. Zoo heeft Sir » Malcolm Levigne, op de vergadering van den Beheerraad van het Internatio- » naal Arbeidsbureau te Stockholm, dezer dagen, in naam der Britsche Regeering » verklaard :

» dat deze er toe besloten had, de Overeenkomst niet te bekrachtigen wat de » acht uren betreft, en zooals in het Lagerhuis gezegd is, een nieuwe Internatio- » nale Conferentie bijeen te roepen om een nieuwe overeenkomst op dat stuk op » te maken.

» Hij heeft gezegd dat de achturen-arbeidsdag in Engeland toegepast werd, » waar het mogelijk was.

» Die moeilijkheden hebben zich ook voorgedaan bij ons en ik meen te mogen » zeggen dat wij ze opgelost hebben.

» In België ook is de wetgeving op tal van punten moeten gewijzigd wor- » den, om ze in overeenstemming te brengen met de achturenovereenkomst.

» Niet enkel hebben wij de te Washington gegeven aanwijzingen stiptelijk » opgevolgd, doch wij hebben het arbeidsveld der wet merkkelijk uitgebreid en » menige bepaling verscherpt. Wij ook, wij zouden, met evenveel en zelfs [met » meer recht dan andere landen, ons kunnen beroepen op het feit, dat de wet » voor de arbeiders meer waarborgen en voordeelen oplevert dan zij verwachten » van de Overeenkomst van Washington.

» Doch daar is de reden onzer afwachtende houding niet te zoeken.

» Ze ligt in het feit dat wij, na bekrachtiging van de Overeenkomst, gedu- » rende elf jaar daardoor zullen gebonden zijn; dat wij heel dien tijd geen » vrijheid meer zullen hebben om ook maar in iets wettelijke bepalingen te » wijzigen, zelfs ingeval onze mededingers geen enkele wet volgens de overeen- » komst aannemen, of indien die wet slechts op een beperkt aantal inrich- » tingen van toepassing is of nog indien de toepassing te wenschen overlaat.

» Vooraleer de verbintenis aan te gaan, die men van ons land verlangt, heeft » België het recht de beschikkingen in de vreemde landen na te gaan.

» Die beschikkingen zijn op zijn minst twijfelachtig. Een gezaghebbende » stem heeft zulks nog vóór ons erkend en de feiten hebben die meening ten » duidelijkste bevestigd.

» Anderdeels achten wij het tot onzen plicht de arbeidersklasse in alle » oprechtheid voor te lichten aangaande de gevolgen die de onderteekening van » de Overeenkomst van Washington inzake de acht-uren, zonder dat de andere » landen ook teekenen, voor België zou kunnen na zich slepen.

- » Wij moeten tot onze arbeiders zeggen :
- » Onze nationale acht-urenwet zal van kracht worden met ingang van » 1 October aanstaande. Wat de Overeenkomst van Washington betreft, stellen » wij vast dat de groote voortbrengende landen, die onze mededingers zijn op » de wereldmarkt, die overeenkomst nog niet onderteekend hebben, en het schijnt » niet alsof zij bereid zouden zijn zulks onmiddellijk te doen.
- » Door alleen of bijna alleen te onderteekenen, zou het kunnen gebeuren dat » wij in een klaarblijken toestand van minderwaardigheid komen te staan » tegenover onze mededingers op de wereldmarkten. Welnu, gij weet heel wel, » beste vrienden, dat België in hoofdzaak en meer dan welk land ook, van den » uitvoer moet leven. Met ons in dien minderwaardigen toestand te stellen, » zouden wij gevaar loopen de loef afgestoken te worden op de wereldmarkten, » Dat ware, ter slotte, grootendeels de ondergang onzer nijverheid, die onver- » mijdelijk onzen eigen ondergang zou na zich slepen. »
- » Het laatste gevolg daarvan zou zijn : de gedwongen uitwijking van een deel » der arbeidersklasse.
- » Uw Middenafdeeling, alsook uw verslaggever, zijn de verantwoordelijkheid, » die zij hierin op zich laden, wel bewust.
- » Zij willen die niet van zich afschudden.
- » Wij stellen niet voor dat de Kamer een vijandige houding zou aannemen » tegenover de acht-urenovereenkomst.
- » Wij vragen haar, integendeel, dat zij duidelijk haar verlangen zou doen » kennen, om die Overeenkomst zoo spoedig mogelijk te kunnen onderteekenen.
- » Doch wij vragen dat de Kamer haar eigen beslissing zou uitstellen totdat wij » de beslissingen kennen, genomen door de groote voortbrengende en mede- » dingende landen die ons omringen, namelijk Frankrijk, Engeland, Duitschland » en Italië. »

En als besluit, stelde de verslaggever, namens de meerderheid der Commissie, voor met de bekrachtiging van de Overeenkomst te wachten totdat wij niet alleen zouden zijn om dit te doen. Hij wenschte overigens dat dit uur spoedig zou aanbreken.

De minderheid van de Commissie meende echter eene andere oplossing te moeten voorstellen.

Zij vatte hare zienswijze samen als volgt :

- « De ondergeteekenden deelen geenszins al de beduchtheden van de meerder- » heid der Commissie.
- » Aangezien België den acht-urendag in zijne wetgeving heeft opgenomen, » dat niemand er aan denkt op het verleende terug te komen, en dat de acht-en- » veertig urenweek overal meer en meer een feitelijke toestand wordt, zijn de leden » van de minderheid der Commissie van oordeel dat daarin zooveel redenen » berusten om de internationale wetgeving betreffende de beperking der arbeids- » uren vast te leggen.
- » Overigens, Engeland, wiens schijnbaar aarzelende houding wordt ingeroepen, » verklaart den acht-urendag in gansch zijn nijverheidsstelsel in te voeren. Feite- » lijk, bestaat er geen gevaar van die zijde.
- » In deze omstandigheden, zijn de ondergeteekenden van oordeel dat de goed- » keuring door België van gansch de Overeenkomst van Washington de onver-

» mijdelijke oplossing van dit belangrijk problema zou verhaasten. Ziedaar, wat » zij de eer hebben aan de Kamer voor te stellen. »

* * *

Is op heden de toestand veranderd?

Wij meenen in alle oprechtheid van ja.

Wij mogen er wel op wijzen dat, reeds in 1922, de achtbare heer Heyman, verslaggever van uwe eerste Overeenkomst, de aandacht van de Kamer vestigde op wat hij toen noemde, een nieuw feit.

Ziehier wat het achtbaar lid schreef, als verslaggever van de begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, in zijn verslag van 16 Mei 1922 :

« Door de Kamerontbinding, was het wetsvoorstel der Regeering betreffende de Conventie van Washington vervallen. Anderzijds, deed zich een nieuw feit voor dat ik aan de Kamer wensch voor te leggen.

» Op de derde Internationale Arbeidsconferentie die heeft plaats gehad te Geneve, in 1921, werd er vastgesteld dat meer dan een land zich in denzelfden toestand bevond als België. Monseigneur Nolens, Regeeringsafgevaardigde der Nederlanden, heeft dan, naar aanleiding der bespreking van het verslag van den bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau, de volgende vraag gesteld :

» Ware het niet wenschelijk dat de Leden, die besloten zijn eene Conventie goed te keuren, op dit oogenblik weten welke de andere leden zijn, die eveneens besloten zijn dezelfde conventie te bekrachtigen ?

» Ik zal een onlangs gebeurd voorbeeld vermelden : dit van België, hetwelk tusschen beide akten een nauwkeurig onderscheid heeft gemaakt ; inderdaad, eenerzijds heeft België, in zijne wet op de arbeidsuren, zorg gedragen zich naar de bepalingen der Conventie van Washington te schikken, en, anderzijds heeft het tot hertoe, ter oorzaak van den algemeenen internationalen toestand, de bekrachtiging voorbehouden.

» Er zijn daar dus twee akten die, mijns inziens, met al de lenigheid welke de verschillende nationale grondwetten meebrengen, moeten gesteld worden.

» Waarop de heer Albert Thomas, bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau, heeft geantwoord :

» Is het mogelijk dien toestand te verhelpen ? Mgr Nolens heeft op al het verstand der internationale geestes-elite beroep gedaan. Bij gebrek aan verstand, hebben wij ten minste overleveringen. Ik zal zoo vrij zijn de woorden van M. Hudson, rechtskundig raadsheer, — woorden vermeld op bladzijde 176 van het verslag der Internationale Conferentie van Washington, — te herhalen. Ik geloof dat dit ietwat vergeten verslag ons eene practische procedure, welke ons zal toelaten de mogelijkheid te overwinnen, zal verschaffen. Ik lees inderdaad :

» In eenige gevallen kunnen de leden der Arbeidsorganisatie niet verlangen het ontwerp van conventie, zonder de andere leden der organisatie, te bekrachtigen. Natuurlijk mag elk lid der Arbeidsorganisatie, om zijne bekrachtiging aan den algemeenen secretaris van den Volkenbond mee te deelen, wachten tot dat hij de zekerheid heeft, dat eenige andere leden verlangen te bekrachtigen ; of wel is het mogelijk, dat een lid zijne bekrachtiging afhankelijk maakt van de andere leden der Arbeidsorganisatie ; en, in dit geval begrijpt men heel goed dat die voorwaardelijke bekrachtiging slechts dan door den algemeenen secretaris zal geregistreerd worden, wanneer de voorwaarden ervan zullen vervuld zijn ».

» Het blijkt dus uit de verklaring van de heer Thomas, dat de landen, die in den toestand van België verkeerden, het vermogen hebben de Conventies voorwaarde-

lijk te bekrachtigen in dezen zin, dat de bekrachtiging slechts definitief zal worden, op het oogenblik dat de naburige groote nijverheidslanden hunne goedkeuring aan de Conventie zullen gehecht hebben.

» Zooals ik hooger zegde, vormt dit een nieuw feit, waarvan de belangrijkheid onze Regeering zeker niet zal ontsnappen. Zoodra Europa uit dezen troebelen tijd, waartegen het op dit oogenblik worstelt, zal getreden zijn, zal het noodig zijn de aandacht van het Parlement op deze voorwaardelijke Conventie te vestigen, in de hoop op goede uitkomst ».

Wij zullen verder zien dat sommige landen gehandeld hebben zooals de heer Albert Thomas het voorstelde.

Wij meenen evenwel dat thans België de Overeenkomst zonder meer kan en moet goedkeuren, en zonden daarbij eenig voorbehoud uit te drukken.

Waarom?

De ervaring, sedert 1921 opgedaan, heeft bewezen dat er voor de zeer gegronde vrees van den heer Heyman op dit oogenblik geen grond meer bestaat.

In 1921 verkeerden wij in een tijdperk van onzekerheid. Gedreven door de edelmoedige en idealistische bekommelingen, die na den oorlog meest al de naties bezielde, had de Conferentie van Washington, bijna dadelijk na den oorlog, een reeks overeenkomsten aangenomen, zonder zich in te laten met klasse- of partijbelang. De Overeenkomst tot invoering van den achturedag en de acht-en-veertig-urenweek in de nijverheidsinrichtingen werd met 83 tegen 2 stemmen aangenomen, waarin zoo wel de stemmen van de patroons als van de werklieden waren begrepen.

Het duurde echter niet lang of de tegenstrijdigheid tusschen de landen deed zich weer gevoelen; de nijverheidslanden zagen de onderlinge mededinging weer opleven. In sommige landen heerschte eene ongekennde voorspoed, terwijl andere leden onder eene hevige werkloosheid. Bij de eenen wilde de industrieel terugkeeren tot de lange arbeidsdagen, in de hoop aldus eene productie te vermeerderen die gemakkelijk en aan hooge prijzen af te zetten was; de anderen steunden op hetzelfde middel om hun kostprijzen te verlagen en aldus eerst genoemden gemakkelijk mededinging kunnen aan te doen. Al de landen hielden elkander in het oog. Overal waar de syndicale arbeidersmacht of de wet den achturedag had ingevoerd, ontstond er daartegen eene reactie, die zich voordeed onder vorm van eene hevige propaganda van de voortbrengers tegen eene instelling die zij nadeelig voor hunne nijverheid achtten. Dit verzet moest noodzakelijkerwijs invloed uitoefenen op den wetgever, en hem eene afwachtende houding doen aannemen. Des te meer dat eene beweegreden, die men eenen internationale beweegreden heeft genoemd, de geesten had getroffen : er is geen land geweest waar de industrieel, die onderworpen is aan de achturenwet, geen verzet heeft aangeteekend, terwijl er op gewezen werd dat overal elders, waar de wet bestond, deze niet werd toegepast.

Overal werd deze beweging doorgezet. De aanval tegen den achturedag is algemeen geweest. Men mag zeggen dat hij het tothiertoe nergens gewonnen heeft; men mag zelfs zeggen dat het zeker is dat hij nergens gelukken zal.

Dit moet men vaststellen na eene ervaring van zes jaar, waardoor het vraagstuk, zooals het u in 1921 werd voorgelegd, heeltemaal werd gewijzigd.

. . .

Wij zegden hooger dat het ons voorkomt, dat het regiem van den achturedag

niet meer zou kunnen opgeheven worden, in geen enkel van de landen die het in hunne wetgeving hebben ingevoerd, zonder een zóó geweldigen tegenstand van de werklieden, dat die opheffing onlusten en moeilijkheden zou na zich sleepen die geen enkel van die landen zou wagen uit te lokken. Wanneer eene wet in de zeden is getreden, dan is het onmogelijk ze te doen verdwijnen.

Hoe doet zich de toestand in rechten en in feiten voor?

Sedert 1919, werden negen goedkeuringen van de Overeenkomst van Washington betreffende den achturedag geregistreerd : deze van Oostenrijk, 12 Juni 1924; van Bulgarije, 14 Februari 1922; van Chili, 15 September 1925; van Griekenland, 19 November 1920; van Indië, 14 Juli 1921; van Italië, 6 October 1924; van Roemenië, 13 Juni 1921; van Tsjeco-Slowakije, 24 Augustus 1921.

Bemerken wij nochtans dat in Italië, in Oostenrijk en in Letland, de bekrachtiging slechts voorwaardelijk geschiedde.

Anderzijds, is de overeenkomst in tien landen aan de wetgevende Kamers, ter bekrachtiging onderworpen, namelijk in : Argentinië, België, Brazilië, Denemarken, Spanje, Esthland, Frankrijk, Lithauen, Polen en Uruguay.

Zoo men nagaat hoe het met de wetgeving gesteld is in elk der landen die deelgenomen hebben aan de Conferentie te Washington, dan stelt men vast dat deze wetgeving overal nagenoeg geheel overeenkomt met de conventie, door de Conferentie aangenomen.

Van de laatste maanden van 1918 af, en in den loop van 1919, werd inderdaad het principe van den achturedag in bijna alle wetgevingen opgenomen.

In Spanje past het decreet van 3 April 1919 den regel toe op alle werken;

In Frankrijk wordt hij krachtens de wetten van 23 April, 25 Juni en 2 Augustus 1919, toegepast op de nijverheid, den handel, de kureelen en de marine;

In Tsjeco-Slowakije wordt de wet krachtens deze van 19 December 1918, toepasselijk op den landbouw ;

In Duitschland wordt hetzelfde gedaan voor zekere maanden van het jaar (besluit van 24 Januari 1919);

In Oostenrijk (wet van 17 December 1919);

In België (wet van 14 Juni 1921);

In Finland (wet van 27 November 1917);

In Italië (decreet-wet van 15 Maart 1923);

In Polen (wet van 18 December 1919); in Portugal (decreet van 25 September 1919), wordt de acht-uredag toegepast op alle arbeiders in de nijverheid, den handel en de kantoren.

In Nederland, had de wet van 1 November 1919 het wekelijksch maximum tot op 45 uren verminderd.

In landen zooals Noorwegen (wet van 11 Juli 1919), Luxemburg (wet van 14 December 1918), Lithauen (wet van 30 November 1919), werden de acht uren voor de gezamenlijke nijverheid voorgeschreven.

In Denemarken was de wet toepasselijk op de arbeiders van de ondernemingen waar men zonder onderbreking doorwerkt (wet van 12 Februari 1919) en in Zwitserland was zij toepasselijk op de fabrieken en de ondernemingen voor het vervoer en verkeer (wetten van 25 Juni 1919 en van 6 Maart 1920).

In vele landen was, trouwens, in het algemeen de arbeidsduur op 48 uren per week en zelfs minder, door de collectieve arbeidsovereenkomsten vastgesteld geworden. Voor deze landen had de wetgeving slechts de door de overeenkomsten

tusschen werkgevers en arbeiders vastgestelde arbeidsvoorwaarden wettelijk gemaakt.

Dit was namelijk het geval voor Groot-Brittannië en Italië. In Groot-Brittannië wordt, bij een verklaring van den secretaris van den Minister van Arbeid, d.d. 22 Juli 1921, vastgesteld dat de collectieve overeenkomsten waarbij den duur van den werkelijken arbeid op 48 uren wordt bepaald, 10 tot 12 miljoen arbeiders aanbelangen, t. w. 70 tot 80 t. h. van de gezamenlijke in het land gebezigde arbeidersbevolking en, in werkelijkheid, de algeheelheid van de in de nijverheid gebezigde massa.

* * *

Wat is, in elk der genoemde landen, het regime betreffende den duur van den arbeidsdag geworden? Is het wezenlijk veranderd? Is men, in de landen die bijzonder met ons wedijveren, tot een ruimer regime teruggekomen?

Wij zullen niet loochenen dat pogingen gedaan werden en dat zij, op zekere oogenblikken konden blijken op eene reactie ten aanzien van den arbeidsduur uit te loopen.

Men kan nochtans beweren dat principieel, en overal, de achturendag en de acht-en-veertig-urenweek, de onaantastbare regel is gebleven die in geen enkel land schijnt afgeschaft te kunnen worden.

Wat ons het meest aanbelangt is de houding van de groote nijverheids-machten : Duitschland, Engeland, Frankrijk.

Duitschland was het land dat aanvankelijk het strengst den achturendag toepaste, toen het, op 21 December 1923, door den zeer ernstigen toestand, waarin het geplaatst was, gedwongen werd ietwat terug te treden. Door eene voorloopige verordening van dien datum, die weliswaar het beginsel van den achturendag handhaafde, werd toegelaten den arbeidsdag te verlengen door middel van gemeenschappelijke overeenkomsten of scheidsrechterlijke uitspraken. Het stelsel van de twee ploegen werd opnieuw ingevoerd in de ijzerindustrie, gedeeltelijk in de chemische industrie, enz.

Uit de onderzoekingen van de « Allgemeine Deutscher Gewerkschaftsbund » blijkt dat de arbeidsduur van ongeveer de helft der industriearbeiders aldus met een of twee uur per dag verlengd werd. De tegenstand volgde onmiddellijk; de arbeiders verkregen aldaar dat in talrijke collectieve overeenkomsten de achturendag opnieuw werd ingevoerd. De syndicale inrichtingen eischten een volksreferendum. Ook verklaarde de Minister van Nijverheid van het Reich, op 7 Februari 1925, in den Rijksdag, dat hij bereid was, in gemeen overleg met de andere ministers van arbeid, de goedkeuring van de Overeenkomst te onderzoeken.

Op hetzelfde tijdstip verklaarde de Regeering Mac Donald zich voorstander van de goedkeuring.

Daar gelijkluidende verklaringen werden afgelegd door den heer Justin Godart, Minister van Arbeid in Frankrijk, werd eene Conferentie van de Ministers van Arbeid gehouden te Bern. De Ministers van Arbeid van België, Frankrijk, Duitschland en Engeland, namen er deel aan, alsook de Bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau.

En de uitslagen van de Conferentie werden vastgelegd in navolgende officieele mededeeling :

« Na opnieuw te hebben erkend dat het wenschelijk is, vooral om redenen van » beschaving en sociaal belang, op den grondslag van de Overeenkomst van » Washington, in alle landen tot eene practische toepassing te komen van den

» achturendag, hebben de Ministers het ontwerp van Overeenkomst, artikel voor
 » artikel, onderzocht. Het doel van dit onderzoek was de moeilijkheden van inter-
 » pretatie die onder hen konden bestaan weg te ruimen, en aldus voor ieder van
 » hunne Regeeringen de goedkeuring te vergemakkelijken. Met voldoening
 » hebben zij vastgesteld dat over meest al de punten hunne zienswijzen geheel
 » overeenkwamen, of dat er slechts een klein meeningverschil bestond. Het is
 » dus met het eenparig gevoelen, dat de mogelijkheid eener algemeene goed-
 » keuring bestaat, dat zij de Conferentie gesloten hebben. »

Sedertdien heeft Duitschland, bij besluit van 19 Januari 1925, gedeeltelijk het stelsel van de drie ploegen in de nijverheid opnieuw ingevoerd.

In Engeland werd een wetsvoorstel tot goedkeuring ingediend; na den val van het Kabinet Mac Donald werd het door het Lagerhuis in tweede lezing verworpen.

In Frankrijk heeft de Regeering een ontwerp tot goedkeuring ingediend onder voorwaarde van toetreding van Duitschland en, op 19 Juli 1925, heeft de Kamer van Afgevaardigden het eenparig aangenomen.

Sedertdien heeft ook de Engelsche Minister van Arbeid den Duitschen Minister van Arbeid, te Keulen, ontmoet, op 10 Juni 1925, en de Britsche Regeering heeft tot de buitenlandsche Regeeringen een memorandum gericht over de mogelijkheid gelijktijdige aanneming van de Conventie.

Zoodanig dat de toestand in werkelijkheid als volgt kan samengevat worden :

9 Staten hebben de Overeenkomst goedgekeurd;

6 zonder voorwaarden, waaronder Tsjecho-Slowakije ;

3 onder voorwaarden, Oostenrijk, Italië en Lethland.

In Frankrijk heeft de Kamer de voorwaardelijke goedkeuring aangenomen; Duitschland verklaart zich bereid het ook te doen in overeenstemming met de andere industrielanden. Hetzelfde in Engeland.

Het is niet zonder belang er bij te voegen dat in Zwitserland eene wet, tot invoering van de arbeidsweek van 54 uren, door een volksreferendum met overgrote meerderheid werd verworpen.

* *

Men mag dus zeggen dat, sedert 1921, de toestand zich wijzigde in dezen zin : dat het wel bewezen is dat in meest al de landen, — zooals wij het hooger zegden —, de achturendag zoodanig in de gewoonten schijnt doorgedrongen en zoo sterk schijnt overeen te komen met den wil der arbeiders, dat hij niet meer zou kunnen afgeschaft worden. De twijfel die men met eenige gegrondheid tot een zeker punt daaromtrent kon koesteren in 1921, is nu niet meer mogelijk. Deze vaststelling is van hoofdzakelijk belang.

Het voornaamste argument van de tegenstanders der goedkeuring is aldus weggevallen.

* *

Daar is er nog een, dat overigens ook, — men mag het wel zeggen —, een « internationaal » argument is : namelijk, dat de Overeenkomst niet volledig aangepast is aan de Belgische wetgeving.

Over het algemeen, volstaat het de Overeenkomst te lezen om er zich rekenschap van te geven dat zij een heel stelsel voorziet van aanpassingen van de regeling van den arbeidsduur aan de noodwendigheden van de nijverheid — zooals de duur van 56 uren toepasselijk op de inrichtingen met doorlopend werk — het wekelijksch gemiddeld cijfer van 48 uren verdeeld over verschillende weken — even-

eens de mogelijkheid van bestendige en tijdelijke afwijkingen na overeenstemming van de patroons- en arbeidersorganisaties.

Maar wat ons land betreft, is het voldoende de wet van 14 Juni 1921 te vergelijken met de Overeenkomst van Washington om te besluiten dat onze wet over het algemeen veel strenger is, meer de vrijheid beperkt dan de Overeenkomst. Voor de zeldzame gevallen, waarbij onze wet ruimer is, slaan deze bepalingen juist op gevallen van zulken aard, dat de tegenstelling tusschen de wet en de Overeenkomst gemakkelijk weg te schakelen is.

Eene vergelijking der teksten spreekt te dien opzichte zeer duidelijk.

Strijdigheden tusschen de Belgische wet tot invoering van den achturedag en de Internationale Overeenkomst van Washington betreffende hetzelfde punt.

A. — Uitbreidingsbepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

1° De wet van 14 Juni 1921 strekt zich uit tot het kantoorpersoneel van de koophandelsbedrijven.

2° De wet kan bij Koninklijk besluit worden uitgebreid :

- a) Tot de winkelbedrijven ;
- b) Tot de hôtels, de spijshuizen en de drankslijterijen ;
- c) Tot de werklieden alsmede tot de bedienden, andere dan de kantoorbedienden, in de koophandelsbedrijven werkzaam.

3° De inrichtingen, waar alleen familieleden werkzaam zijn, zijn aan de wet onderworpen indien zij zijn ingedeeld bij de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke, of dat er wordt gewerkt met behulp van stoomketels of van werktuiglijke beweegkracht.

ART. 2.

De wet strekt zich uit tot het toezichtpersoneel.

Er valt echter te bemerken, dat de meestersgasten zouden kunnen uitgesloten worden als personen die een vertrouwenspost bekleeden.

B. — Strengere bepalingen.

ART. 2.

1° De wet laat de invoering van de Engelsche week (48 uren arbeid per week zonder beperking op 8 uren per dag) alleen toe, wanneer het personeel de *Zaterdagnamiddag-rust* geniet.

2° De wet vestigt een bijzondere regeling voor de ondergrondsche werken der steenkolenmijnen, in dezen zin, dat zij den duur van den aanwezigheidstijd beperkt in plaats van den werkelijken arbeidsduur.

ART. 4.

1. Krachtens de wet, moet het gemiddelde van zes-en-vijftig uren per week worden berekend over een termijn van drie weken of op een anderen bij Koninklijk besluit te bepalen grondslag. De Overeenkomst van Washington bepaalt niets betreffende den grondslag waarop het gemiddelde moet worden berekend, hetgeen daaromtrent alle praktische beteekenis wegneemt.

2. De wet voorziet een vergoedend verlof, hetgeen in de Overeenkomst van Washington niet was voorzien.

ART. 5.

1. — De wet voorziet eenvoudig een gelijkwaardige beperking over een langer tijdsbestek dan de week, voor wat betreft de seizoenbedrijven, terwijl de Overeenkomst van Washington voor die bedrijven eigenlijk gezegde overuren, zonder eenige vergoeding, toelaat.

2. — Zelfde bemerking voor wat betreft de bedrijven welke wind of water als drijfkracht benuttigen.

ART. 7.

1. — De wet eischt dat de buitengewone toeneming van bestellingen wordt veroorzaakt door een onvoorziene gebeurtenis; de Overeenkomst van Washington spreekt alleen van een buitengewone toeneming van werk.

2. — De wet houdt in dat de overuren moeten toegelaten zijn door den bevoegden Minister, op verslag van den Arbeidstoeziener en na overeenstemming tusschen het hoofd van onderneming en de groepeerings of groepeerings waaraan de meerderheid van zijn arbeiders zijn gehecht of, bij gebreke van dergelijke groepeerings, met de meerderheid dezer. De Overeenkomst van Washington voorziet niets dergelijks.

3. Krachtens de wet, kan de toelating niet worden verleend voor meer dan drie maanden in den loop van een jaar, noch voor meer dan twee uren per dag. In de Overeenkomst wordt daarvoor geen grens voorzien.

ART. 8.

De Overeenkomst van Washington verbiedt den nachtarbeid van de volwassen mannelijke werklieden niet.

ART. 10.

Alinea 2.

De wet voorziet een maximum van twee overuren per dag ingeval er opeenvolgende ploegen arbeiden. Te dien opzichte stelt de Overeenkomst van Washington geen maximum vast.

Alinea's 3 en 5.

Krachtens de wet, is het maximum, hier, twee overuren aanwezigheid per dag.

Daarenboven, voorziet de wet vergoedende verlofdagen. Deze vergoedende verlofdagen moeten minstens 26 volle dagen per jaar bedragen voor de arbeiders die tot twee overuren aanwezigheid per dag zijn gehouden geweest.

In de Overeenkomst van Washington is niets dergelijks te vinden.

ART. 11.

Dit artikel voorziet de mogelijkheid van, bij Koninklijk besluit, tot op minder dan acht uren per dag te beperken den arbeidsduur voor de werklieden die in bijzonder ongezonde ruimten of lokalen arbeiden.

Deze mogelijkheid kent de Overeenkomst van Washington niet.

ART. 13.

Eerste alinea.

Krachtens deze alinea, kan de vermindering van den arbeidsduur, wegens toepassing der wet, in geen geval, loonsvermindering ten gevolge hebben.

In de Overeenkomst van Washington bestaat geen dergelijke bepaling.

Alinea 2.

1) De wet voorziet de betaling van een overloon in de gevallen vermeld bij artikel 9, 2° en 3° (ongeval of overmacht), zoowel als in het geval voorzien bij artikel 9, 1° (voorbereidende en aanvullende werken). De Overeenkomst van Washington voorziet alleen overloon in dit laatste geval.

2) De Overeenkomst van Washington stelt zich tevreden met een overloon van 25 t. h. De wet voorziet 50 t. h. boven het tweede bijkomend uur en 100 t. h. voor het werk des Zondags.

C. — *Ruimere Bepalingen.*

ART. 2.

1. In strijd met hetgeen de Overeenkomst van Washington voorziet, laat de wet toe, voor een jaar althans, de Engelsche week in te voeren zonder overeenkomst tusschen werkgevers- en arbeidersorganisaties, of, bij ontstentenis van zulke organisaties, tusschen de vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werklieden. Een accoord tusschen de bedrijfsleiders en de arbeiders, gevolgd door een Koninklijk besluit genomen op advies van den Gouverneur en op verslag van den Arbeidstoezichter, is voldoende.

Doch, krachtens het 4^{de} lid, zullen de werklieden moeten onderhandelen hetzij door bemiddeling van de groepeerings waarvan zij deeluitmaken, hetzij, bij gebrek aan zulke groepeerings, door bemiddeling van afgevaardigden.

ART. 7.

De Overeenkomst van Washington (art. 6, litt. b) legt de raadpleging op van de betrokken werkgevers- en arbeidersorganisaties.

Artikel 7 van de wet voorziet deze raadpleging niet. De tusschenkomst van de werkgeversorganisaties werd ter zijde gelaten. Wat betreft de arbeidersorganisaties, voorziet men alleen de tusschenkomst van de groepeerings bij dewelke de meerderheid der betrokken arbeiders aangesloten zijn. Bij gebrek aan dergelijke groepeerings is het, trouwens, voldoende dat de overeenkomst gesloten worde door de meerderheid der arbeiders.

Er dient nochtans aangestipt te worden dat het mogelijk zou zijn de Overeenkomst van Washington na te leven, door de werkgevers- en arbeidersorganisaties te raadplegen betreffende de categorieën van gevallen in dewelke machtigingen kunnen worden verleend krachtens artikel 7 van de wet.

ART. 12.

Volgens n° 2° van artikel 12, mag de Koning de toepassing van de door de wet aangegeven beperkingen opheffen, « zoo het, volgens het advies van den

Hoogen Arbeidsraad en van den Hoogen Raad voor Nijverheid en Handel, om redenen van nationalen aard, noodig is, zich door de ontwikkeling van den uitvoer, de ruilmiddelen te verschaffen die onmisbaar zijn tot het invoeren van de grondstoffen ».

Artikel 14 van de Overeenkomst van Washington voorziet de mogelijkheid voor de Regeeringen om de toepassing op te heffen in het eenige geval dat voorzien wordt door n° 1° van artikel 12 der Belgische wet, d. i. in geval van oorlog of zoo eene gebeurtenis voorkomt die voor de nationale veiligheid gevaar oplevert.

* * *

Tot welke vaststellingen komen wij, zoo wij alles samenvatten ?

Wij bemerken dat overal de achturedag en de week van acht-en-veertig uren feiten geworden zijn.

De wet, zooals het bijna altijd geschiedt, heeft slechts een onbedwingbaren wil van de arbeidersbevolkingen bekrachtigd die, vooral in de groote nijverheid en in alle landen, reeds tot uiting was gekomen in de collectieve arbeidsovereenkomsten.

In vele landen, ontstond bij de werkgevers eene beweging die er naar streefde deze wet af te schaffen ; doch deze beweging bekwam geen bijval. Zij schijnt nergens te zullen slagen, hetgeen de argumenten doet wegvallen die steunen op de niet-bekrachtiging door de andere nijverheidslanden.

De Belgische wet bevat strengere bepalingen dan de Overeenkomst van Washington. De goedkeuring dezer laatste zou geene verzwaring van de eerste zijn.

. . .

Er zou verder niets meer in den weg liggen voor de goedkeuring.

Maar, om rechtuit te spreken en de waarheid heelemaal in het licht te stellen, daar is een beletsel. Op dit oogenblik zijn veel industrieelen, ik zeg niet allen, er nog niet toe gekomen hun verouderde gedachten op te geven ; zij hebben zich nog niet kunnen op de hoogte stellen van de nieuwe toestanden die niet door den oorlog zijn geschapen, zooals men het dikwijls zegt — want de oorlog heeft de zaken alleen verhaast — maar door de reusachtige ontwikkeling in het laatste kwart eeuws van de organisatie der arbeiders, en door hun verlangen naar moreele en intellectuele verheffing.

Eene waarheid, die men zou moeten begrijpen, is : dat de achturedag voor de arbeiderskas eene moreele kwestie is. De werkman verlangt een haard te bezitten ; hij wil daar elken dag een paar gelukkige uren kunnen doorbrengen ; hij heeft vrouw en kinderen en hij wil met hen de vreugden van het huisgezin kennen. De lange werkdagen zijn de vijanden van het gezin, omdat het er door ondermijnd wordt met de bekoorlijkheid van den huiselijken haard te vernietigen. De arbeider heeft anderzijds het gevoel van de menschelijke waardigheid verworven : hij wil zich onderrichten, hij verdraagt niet langer dat alles wat het verstand betreft voor hem afgesloten is, hij wil ook zijn deel bezitten van het genot dat de werken van den geest verschaffen, en hij weet dat hij daarvoor over vrijen tijd moet kunnen beschikken. Men zal dus bij hem stuiten op een onverzettelijken wil telkens wanneer men hem zal spreken van terug te keeren tot een arbeidsregime dat hij beschouwt als een zeker beletsel voor zijne eerlijkste en eerbiedwaardigste verlangens.

Laten wij nog verder blikken. Wij nemen het als een vaststaand feit aan, dat

de toekomst zelf van onze nijverheid in het regime der korte werkdagen gelegen is. In economische en sociale zaken moet men ver zien. Men moet een ruimen blik hebben. Ons land moet de toekomst organiseeren. Deze eischt eene nijverheid die doorlopend hare techniek verbetert, universiteiten en scholen die ons ingenieurs van eerste gehalte kunnen leveren, een vak- en beroepsonderwijs dat ons eene keurklas van arbeiders schenkt. Daarom moet men met het verleden afbreken. Men moet afstand doen van de bekommering om de kleine en onmiddellijke winsten, die de lange werkdagen kunnen opleveren. De wereld is veranderd. De toekomst behoort niet meer aan de landen met lange werkdagen en lage loonen, maar aan de naties wier industrieele uitrusting de machtigste, de volmaakste is, wier ingenieurs en technici de sterkste zijn, wier arbeidersklas de verstandigste en de meest ontwikkelde is. Om deze laatste voorwaarde te verwezenlijken, moet de werkmán aangespoord worden tot het bijwonen van de vak- en beroepsscholen, en dat kan nooit gaan met een régime van lange werkdagen.

Zegt men : in dezen tijd moet men zooveel mogelijk voortbrengen, en de achturedag heeft eene vermindering van productie medegebracht, — dan antwoorden wij : de onpartijdige onderzoekingen bewijzen dat, overal waar onze nijveraars zich op de hoogte hebben gesteld van de nieuwe toestanden, zij tot eene gelijke of hoogere productie zijn gekomen dan vóór den oorlog, dank zij de verbetering van hunne fabrieken en de moderniseering van hunne arbeidsmethodes. Wij kunnen er ook op antwoorden dat men aldus de zaak langs den kleinen kant beschouwt. Zooals wij hooger zegden, moeten wij kiezen tusschen eene kortzichtige economische politiek, of eene economische politiek die de toekomst voorbereidt.

*
*
*

Op deze wijze hebben wij het vraagstuk omschreven binnen het kader van een parlementair verslag.

Op een punt echter willen wij nog de aandacht vestigen, namelijk dat de moreele factor door de tegenstanders der wet al te vaak wordt ter zijde gelaten. Moeten wij, door alle middelen, trachten van ons volk een ontwikkeld, degelijk opgevoed, beschaafd volk te maken ? Moeten wij er naar streven gansch onze bevolking, zonder onderscheid, hooger op te voeren in wetenschap en zedelijkheid ? Alcoholisme, lage loonen, slechte woongelegenheid, lange arbeidsduur zijn de vijanden van de verstandelijke en zedelijke ontwikkeling van het volk. Wij hebben maatregelen genomen om het eerste uit te roeien en de uitslagen op dat gebied kunnen door niemand te goeder trouw worden betwist ; ook het bedrag der loonen is in groote mate verbeterd ; het getal krotten daalt en hoe langs zoo meer krijgt de werkmán een aangename en gezonde woning, terwijl de achturedag van lieverlede het volk boven het vooroorlogsche peil verheft. Een terugkeer naar langere arbeidsdagen zou een zedelijken en geestelijken achteruitgang van de arbeidersklasse inluiden.

Wij meenen dus te mogen besluiten als volgt :

In al de nijverheidslanden schijnt het onmogelijk te zijn eene eenigszins ernstige inbreuk te maken op den achturedag of de acht-en-veertigurenweek. Het zou zoodanige verstoring verwekken, dat de inbreuk niet zou kunnen gehandhaafd worden. Overal passen de industrieelen zich aan den nieuwen toestand aan of zullen het doen.

België heeft er belang bij, dat deze toestand overal voorgoed worde gevestigd en de achturedag niet meer in betwisting worde gebracht. En vermits elk land,

alvorens de zaak te bekrachtigen, naar de bekrachtiging wacht van zijn gebuur, moet deze kringloop zonder uitkomst worden doorgebroken. Wij kunnen het zonder bezwaar doen. De toestand van België is bovendien van zulken aard, dat eene beslissing door ons land genomen, elders de laatste aarzelingen zal doen verdwijnen. Het is te denken dat de bekrachtiging van ons land door de andere landen zal worden gevolgd.

*
* *

Wanneer dit verslag verschijnt, zullen de Ministers van Arbeid te Londen vergaderd zijn om te zoeken naar « eene internationale effectieve overeenkomst tot regeling van den arbeidsduur in de nijverheidsbedrijven ». Het is te wenschen, dat de Regeeringen niet worden tegengehouden op den weg der definitieve beslissingen door enkele bezwaren van ondergeschikten aard en dat, bij het verlaten der vergadering te Londen, de aangeslotenen bij de Overeenkomst allen tegelijkertijd hunne goedkeuring geven.

Ofschoon uwe Commissie dezen wensch uitbrengt, is zij niettemin overtuigd, dat België zonder verwijl blijk van beslissing geven kan; dat, met de Overeenkomst goed te keuren, het die der andere natiën mëevoeren zal; dat deze houding ons land zal doen stijgen in de achting van de wereld, met te toonen dat het zich op den eersten rang der natiën wil plaatsen op het gebied van den socialen vooruitgang.

Uwe Commissie heeft dit verslag met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,

EUGÈNE SOUDAN.

De Voorzitter,

MAX HALLET.



**CHAMBRE
des Représentants.****KAMER
der Volksvertegenwoordigers**

SESSION DE 1925-1926.

ZITTINGSJAAR 1925-1926.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention de Washington tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels.

WETSONTWERP

bondende goedkeuring van de Overeenkomst van Washington, overeenkomst er toe strekkende den arbeid in de nijverheidsondernemingen te beperken op acht uren per dag en acht en veertig uren per week.

ANNEXE

au rapport de M. SOUDAN

BIJLAGE

van het verslag van den heer SOUDAN

**CONFERENCE
DES MINISTRES DU TRAVAIL**

D'ALLEMAGNE, DE BELGIQUE,
DE FRANCE, DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'ITALIE.

Répondant à l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, une conférence des Ministres du Travail d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, s'est réunie à Londres le 15 mars 1926, pour examiner la question de la durée du travail dans l'industrie.

Le Directeur du Bureau International du Travail avait été invité à cette conférence, afin de donner toutes informations et avis sur les pratiques des divers Etats ou sur les interprétations déjà formulées.

L'invitation fut faite par la Grande-Bretagne, animée du vif désir de rendre efficace l'un des points essentiels inscrits dans la Partie XIII du Traité de Paix et d'examiner, à

**CONFERENTIE VAN DE
MINISTERS VAN ARBEID**

VAN DUITSCHLAND, BELGIË,
FRANKRIJK, GROOT-BRITANNIË
EN ITALIË.

Gevolg gevende aan de uitnoodiging van de Regeering van Zijne Britsche Majesteit, greep een conferentie van de Ministers van Arbeid van Duitschland, België, Frankrijk, Groot-Brittannië en Italië plaats te Londen, op 15 Maart 1926 om het vraagstuk van den arbeidsduur in de nijverheid te onderzoeken.

Men had op die Conferentie den Bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau uitgenoodigd om alle inlichtingen en adviezen te geven nopens de maatregelen in de onderscheidene Staten of omtrent de reeds geformuleerde interpretaties.

De uitnoodiging ging uit van Groot-Brittannië dat ten eerste verlangde een der voornaamste bepalingen, in Deel XIII van het Vredesverdrag opgenomen, doeltref-

cet effet, les difficultés qui, jusqu'à présent, avaient été un obstacle à la ratification de la convention de Washington sur les heures de travail.

Comme démarche préliminaire, le Gouvernement de Sa Majesté, après avoir appris que les Puissances intéressées, animées des mêmes intentions, étaient disposées d'assister à la conférence, leur adressa une lettre et un memorandum dans lequel certains points d'importance majeure étaient soulevés, points qui lui paraissaient ressortir de l'examen de la Convention. A ce memorandum des réponses complètes, conçues dans l'esprit le plus loyal furent faites par toutes les Puissances, à titre d'indication et sans engagement.

Quoique ces réponses aient révélé des divergences d'interprétation, elles marquaient un égal et commun désir d'aboutir à la solution de cette question si longtemps différée, et il a paru, dans ces circonstances, au Gouvernement de Sa Majesté, qu'il serait utile de tenter de concilier les points de vue divergents sur l'objet en discussion. La Conférence fut par conséquent, convoquée sur ces bases, se réunit et se constitua comme dit ci-dessus le 15 mars.

Elle fut constituée comme suit :

ALLEMAGNE.

Délégués. — Reichsarbeitsminister, Dr. Brauns ;

Ministerialdirector, Dr. Bitzler ;

Ministerialrat, Dr. Feig.

Conseillers. — Herr Oberregierungsrat Kuttig, Dr. Weber.

BELGIQUE.

Délégués. — M. J. Wauters, Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale ;

M. A. Julin, Secrétaire général du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale.

M. A. Wauters, chef du Cabinet.

fend te maken en, te dien einde, de moeilijkheden wilde onderzoeken die, tot nu toe, de bekrachtiging van de Overeenkomst van Washington, betreffende den arbeidsduur, hadden verhinderd.

Nadat de Regeering van zijne Majesteid vernomen had dat de betrokken landen dezelfde inzichten koesterden en geneigd waren de conferentie bij te wonen, zond zij haa vooreerst een brief en een memorandum in hetwelk eenige vragen van groot belang opgeworpen waren, vragen die naar hare zienswijze in verband waren met het onderzoek der Overeenkomst. Al de landen gaven, ter inlichting en zonder eene verbintenis aan te gaan, volledige antwoorden, in den meest oprechten geest opgeval.

Alhoewel deze antwoorden blijk gaven van uiteenlopende interpretaties, wezen zij een gemeenschappelijk en gelijk verlangen aan om tot eene oplossing te komen in dit zoo lang uitgesteld vraagstuk ; in die omstandigheden, achtte de Regeering van Zijne Majesteit het nuttig, eene poging aan te wenden om de uiteenlopende standpunten te verzoenen. De Conferentie werd dienvolgens bijeengeroepen, op die grondslagen, en greep plaats zooals hierboven vermeld is, op 15 Maart.

Zij was samengesteld als volgt :

DUITSCHLAND.

Afgevaardigden. — Reichsarbeitsminister, Dr. Brauns ;

Ministerialdirektor, Dr. Bitzler ;

Ministerialrat, Dr. Feig.

Raadsheeren. — Herr Oberregierungsrat Kuttig, Dr. Weber.

BELGIË.

Afgevaardigden. — M. J. Wauters, Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg ;

M. A. Julin, Algemeen Secretaris van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

M. A. Wauters, Cabinetshoofd.

FRANCE.

Délégués. — M. Durafour, Ministre du Travail, de l'Hygiène et de la Prévoyance Sociale.

M. Picquenard, Directeur du Travail.

M. Beauguette, chef-adjoint du Cabinet.

GRANDE-BRETAGNE.

Délégués. — The Rt Hon. Sir A. Steel-Maitland Earl, M. P. Minister of Labour ;

Mr H. B. Betterton, O. B. E., M. P. Parliamentary Secretary to the Ministry of Labour ;

Sir H. J. Wilson, K. C. B., C. B. E. Secretary of the Ministry of Labour.

Conseillers. — Sir Malcolm Delevigne, K. C. B., Deputy Under Secretary of State Home Office ;

Mr J. A. Barlow, C. B. E., Principal Assistant Secretary, Ministry of Labour.

Mr H. Wolfe, C. B., C. B. E. Principal Assistant Secretary, Ministry of Labour.

Mr F. W. Leggett, Assistant Secretary, Ministry of Labour ;

Mr R. G. Somervell, Principal, Ministry of Labour.

ITALIE.

Délégués. — H. E. Prof. Giuseppe de Micheliz, Ambassadeur Royal et Commissaire Général à l'Emigration ;

Ing. Antonio Bernardi, Chef Inspecteur au Département de l'Industrie et du Travail ;

Cas. Rainaldi, du Service Consulaire italien.

Conseiller. — Prof. Francini.

*Représentants
du Bureau International
du Travail*

M. Albert Thomas, Directeur ;

Mr H. B. Butler, C. B., Directeur.

FRANKRIJK.

Algevaardigden. — M. Durafour, Ministère du Travail, de l'Hygiène et de la Prévoyance Sociale ;

M. Picquenard, Directeur du Travail ;

M. Beauguette, Chef-Adjoint du Cabinet.

GROOT-BRITTANNIË.

Algevaardigden. — The Rt. Hon. Sir A. Steel-Maitland Earl, M. P. Ministry of Labour ;

Mr H. B. Betterton, O. B. E., M. P. Parliamentary Secretary to the Ministry of Labour ;

Sir H. J. Wilson, K. C. B., C. B. E. Secretary of the Ministry of Labour.

Raadsheeren. — Sir Malcolm Delevigne, K. C. B., Deputy Under Secretary of State Home Office ;

Mr J. A. Barlow, C. B. E., Principal Assistant Secretary, Ministry of Labour ;

Mr H. W. Wolfe, C. B., C. B. E. Principal Assistant Secretary, Ministry of Labour ;

Mr F. W. Leggett, Assistant Secretary, Ministry of Labour.

Mr R. G. Somervell, Principal, Ministry of Labour.

ITALIË.

Algevaardigden. — H. E. Prof. Giuseppe de Micheliz, Koninklijke Gezant en Algemeen Commissaris voor de Emigratie ;

Ing. Antonio Bernardi, Hoofdinspecteur in het Ministerie van Nijverheid en Arbeid ;

Cas. Rainaldi, van den Italiaanschen Consulairen Dienst.

Raadsheer. — Prof. Francini.

*Vertegenwoordigers
van het
Internationaal Arbeidsbureau.*

M. Albert Thomas, Bestuurder.

M. H.-B. Butler, C. B., adjunct.

adjoint, accompagnés par Mr H. A. Grimham.

Au cours des discussions qui se poursuivirent jusqu'au 19 mars, la convention de Washington fut examinée article par article.

En procédant à cet examen, les Ministres du Travail n'ont pas eu l'intention de donner souverainement des interprétations définitives de la convention.

Ils ne méconnaissent pas que, par la procédure régulièrement constituée, c'est en dernière instance à la Cour de Justice internationale qu'il appartient de juger toutes contestations qui peuvent s'élever sur l'interprétation et l'application de la convention.

Reconnaissant qu'un des objets de la Conférence a consisté à écarter les doutes qui existaient quant à la possibilité d'appliquer dans leur détail les clauses de la Convention aux conditions propres à certaines occupations particulières, et reconnaissant, en outre, que les accords auxquels la Conférence est arrivée s'appliquent aux cas visés, les membres de la Conférence se rallient aux conclusions ci-après :

CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE

ARTICLE PREMIER.

Il est entendu que la Convention s'applique à tous les établissements industriels, quel que soit le nombre de personnes employées, à l'exception de ceux où ne sont occupés que des membres d'une même famille.

Il est entendu que le service postal, télégraphique et téléphonique proprement dit se trouve en dehors de la portée de la Convention, mais que la Convention s'applique aux travaux de construction, d'entretien

bestuurder, begeleid door den heer H. A. Grimham.

Tijdens de besprekingen die voortgezet werden tot den 19^{en} Maart, werden al de artikelen van de overeenkomst van Washington, een voor een onderzocht.

Bij dit onderzoek, hebben de Ministers van Arbeid het inzicht niet gehad, om met het hoogste gezag en op definitieve wijze de overeenkomst te interpreteren.

Zij erkennen dat, volgens de regelmatig ingestelde rechtspleging, het Internationaal gerechtshof, in laatsten aanleg, bevoegd is om uitspraak te doen over al de geschillen die kunnen oprijzen aangaande de interpretatie en de toepassing van de overeenkomst.

Met de erkenning dat een der doeleinden van de Conferentie was den twijfel op te heffen die bestond aangaande de mogelijkheid tot in de bijzonderheden de bedingen van de Overeenkomst toe te passen op de toestanden die eigen zijn aan sommige particuliere bezigheden, en met de erkenning bovendien dat de accoorden waartoe de Conferentie is gekomen, toepasselijk zijn op de bedoelde gevallen, sluiten de leden van de Conferentie zich aan bij de volgende besluiten :

BESLUTTEN VAN DE CONFERENTIE

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt overeengekomen dat de Overeenkomst toepasselijk is op al de nijverheidsinrichtingen, welke ook het getal weze van de daar arbeidende personen, met uitzondering van deze waarin enkel de leden van een zelfde gezin arbeiden.

Er wordt overeengekomen dat de eigenlijke post-, telegraaf- en telefoondienst buiten het bestek van de Overeenkomst valt, maar dat de Overeenkomst toepasselijk is op de werken van bouw, onderhoud en

et de réparation pour le service postal, télégraphique et téléphonique.

ARTICLE 2.

Il est entendu que la durée du travail est le temps pendant lequel le personnel est à la disposition de l'employeur ; elle ne comprend pas les repos pendant lesquels le personnel n'est pas à la disposition de l'employeur et qui doivent être affichés conformément à l'article 8.

ARTICLE 5.

Il est entendu que les dispositions de l'article 5 peuvent s'appliquer à l'industrie du bâtiment.

ARTICLE 6. (a).

L'expression « travail spécialement intermittent » employée à l'article 6, doit être interprétée dans un sens restrictif.

Elle ne s'applique qu'à des occupations, telles que celles de portiers, gardiens, préposés au service d'incendie et autres agents, qui ne concernent pas la production proprement dite et qui, par leur nature, sont coupées de longues périodes d'inaction pendant lesquelles ces agents n'ont à déployer ni activité matérielle ni attention soutenue et ne restent à leur poste que pour répondre à des appels éventuels.

ARTICLE 6. (b).

Il est entendu qu'il est de la compétence de chaque législation nationale de fixer le maximum des heures supplémentaires qui peuvent être effectuées en vertu de l'article 6 (b).

Il est entendu que l'obligation imposée par la Convention de payer un salaire majoré s'applique seule-

herstel voor den post- telegraaf- en telefoondienst.

ARTIKEL 2.

Er wordt overeengekomen dat onder arbeidsduur verstaan wordt de tijd gedurende welke het personeel ter beschikking is van den werkgever; hij beval niet de rustpoozen gedurende welke het personeel niet ter beschikking is van den werkgever, en die moeten aangeplakt worden overeenkomstig artikel 8.

ARTIKEL 5.

Er wordt overeengekomen dat de bepalingen van artikel 5 kunnen toegepast worden op de bouwnijverheid.

ARTIKEL 6. (a).

De woorden « wier arbeid hoofdzakelijk onregelmatig is » in artikel 6, moeten in een beperkenden zin verklaard worden.

Zij zijn enkel toepasselijk op bezigheden als deze van portiers, bewakers, aangestelden bij den brandweerdienst, en andere bedienden die niet met de eigenlijke productie in betrekking staan, en die uiteraard door lange rustpoozen onderbroken zijn gedurende dewelke deze bedienden geen stoffelijk werk te leveren hebben noch bestendige aandacht moeten hebben, en slechts op hun post moeten blijven om te antwoorden aan eventuele oproepen.

ARTIKEL 6. (b).

Er wordt overeengekomen dat het onder de bevoegdheid valt van de wetgeving van ieder land, het maximum van de overuren te bepalen die mogen toegestaan worden krachtens artikel 6 (b).

Er wordt overeengekomen dat de door de Overeenkomst opgelegde verplichting een hooger loon te be-

ment aux heures supplémentaires visées par l'Article 6 (b).

Il est entendu que le minimum de majoration de 25 pour cent prévu par l'Article 6 est obligatoire.

Semaine de 5 jours.

Un tableau réglant, sur une plus longue période que la semaine, la durée journalière du travail pourra être établi dans les formes semblables à celles prévues par l'Article 5, en vue de répartir les heures de travail, chaque semaine, sur cinq jours, ou toutes les deux semaines, sur onze jours, étant entendu que la durée moyenne du travail ne pourra en aucun cas excéder 48 heures par semaine.

Jour de repos hebdomadaire.

Il est entendu que les heures de travail au delà de la limite hebdomadaire de 48 heures qui, en raison de la nature des services à rendre, doivent s'effectuer le jour de repos hebdomadaire doivent être considérées, soit comme des heures de travail tombant sous l'application de la législation nationale sur le repos hebdomadaire, soit comme des heures de travail régies par les dispositions de l'article 6. Ceci ne s'applique pas aux heures faites en vertu des articles 2 (c), 3, 4 et 5.

Chemins de Fer.

Il est entendu que les chemins de fer sont soumis à la Convention. Dans la mesure où l'article 5 et l'article 6 (a) ne suffisent pas pour les besoins des chemins de fer, les heures supplémentaires nécessaires à cet effet sont autorisées en vertu de l'Article 6 (b).

Récupération des heures chômées.

Il est entendu que lorsque des Etats admettent que des heures soient faites au delà de 48 heures

lalen enkel toepasselijk is op de overuren bedoeld onder artikel 6 (b).

Er wordt overeengekomen dat het minimum van verhooging van 25 t. h. voorzien onder artikel 6, verplichtend is.

Week van 5 dagen.

Eene tabel, waardoor over een langer tijdperk dan een week de dagelijkse arbeidsduur wordt geregeld, kan opgemaakt worden in den vorm als deze voorzien in artikel 5, om de arbeidsuren elke week over vijf dagen te verdeelen, of alle twee weken over elf dagen, met dien verstande dat de gemiddelde arbeidsduur in geen geval 48 uren per week mag overschrijden.

Wekelijksche rustdag.

Er wordt overeengekomen dat de arbeidsuren boven het wekelijksch getal van 48 uren, die, om reden van den aard der te verrichten diensten, op den wekelijkschen rustdag vallen, moeten beschouwd worden hetzij als arbeidsuren die onder de toepassing vallen van de nationale wetgeving op de wekelijksche rust, hetzij als arbeidsuren die vallen onder de bepalingen van artikel 6. Dit is niet toepasselijk op de arbeidsuren bepaald in de artikelen 2 (c), 3, 4 en 5.

Spoorwegen.

Er wordt overeengekomen dat de spoorwegen aan de Overeenkomst onderworpen zijn. In zooverre artikel 5 en artikel 6 (a) niet voldoende zijn voor de noodwendigheden van de spoorwegen, kunnen de daartoe noodzakelijke overuren toegestaan worden krachtens artikel 6 (b).

Inwinning der niet gewerkte uren.

Er wordt overeengekomen dat, wanneer sommige Staten aannemen dat er meer dan 48 uren per week

par semaine en vue de récupérer les heures chômées pour fêtes locales exclusivement, ces heures doivent être comprises dans le maximum des heures supplémentaires fixé en vertu de l'article 6 et majorées comme telles conformément au dit article.

ARTICLE 14.

1. Il est entendu (1) que chaque Gouvernement insérera l'article 14 dans sa législation en application de la Convention.

2. Il est entendu que l'article 14 ne peut être invoqué qu'en cas où l'économie nationale est affectée à un tel point que la vie du peuple est menacée. Cependant, une crise économique ou commerciale qui ne concerne que certaines branches d'industrie ne peut être considérée comme un danger pour la sécurité nationale dans le sens de l'article 14 et, dans ce cas, la suspension de la Convention ne pourrait se justifier.

::

Il est entendu que les trois textes anglais, français et allemand font foi.

::

Il est, en outre, entendu que les représentants des Gouvernements participant à la Conférence rapporteront à leurs Gouvernements respectifs les conclusions ci-dessus auxquelles la Conférence est arrivée, afin que, compte tenu des accords intervenus, ces Gouvernements puissent prendre en considération la question de la ratification de la Convention s'ils ne l'ont pas déjà ratifiée.

(1) Provisoirement du représentant de la Grande-Bretagne.

gewerkt wordt om de uren, dat er niet gearbeid werd wegens uitsluitend plaatselijke feesten, terug in te winnen, 'deze' uren moeten geteld worden onder het maximum overuren bepaald krachtens artikel 6 en dus met hooger loon, overeenkomstig dit artikel.

ARTIKEL 14.

1. Er wordt overeengekomen (1) dat elke Regeering het artikel 14 zal inlasschen in hare wetten tot toepassing van de Overeenkomst.

2. Er wordt overeengekomen dat artikel 14 slechts mag ingeroepen worden in de gevallen waarbij de economie van het land zoodanig bedreigd is dat het leven van het volk gevaar loopt. Evenwel, eene economische crisis of handelscrisis, die slechts enkele takken van de nijverheid treft, kan niet beschouwd worden als een gevaar voor de nationale veiligheid in den zin van artikel 14, en in dit geval zou de opheffing van de Overeenkomst niet te billijken zijn.

::

Er wordt overeengekomen dat de drie teksten, de Engelsche, Fransche en Duitsche, rechtsgeldig zijn.

::

Er wordt bovendien overeengekomen dat de vertegenwoordigers van de Regeeringen, welke deelnemen aan de Conferentie, aan hunne onderscheidenlijke Regeeringen bovenstaande besluiten, tot dewelke de Conferentie gekomen is, zullen overbrengen, opdat deze Regeeringen, met inachtneming van de gesloten overeenkomsten, de quæstie van de bekrachtiging der Overeenkomst, indien zij dit nog niet gedaan hebben, in overweging kunnen nemen.

(1) Voorloopig voor Groot-Brittannië.

Ces mêmes conclusions seront communiquées officiellement au Bureau International du Travail par les soins du Gouvernement Britannique qui a pris l'initiative de la Conférence.

Les représentants des Gouvernements signent le texte ci-dessus comme des extraits du procès-verbal de la Conférence tenue à Londres les 15, 16, 17, 18 et 19 mars 1926.

Deze zelfde besluiten zullen officieel medegedeeld worden aan het Internationaal Arbeidsbureau door de zorgen van de Britsche Regering van wie de Conferentie is uitgegaan.

De vertegenwoordigers van de Regeeringen onderteekenen bovenstaanden tekst als uittreksels van het verslag van de Conferentie, te Londen gehouden op 15, 16, 17, 18 en 19 Maart 1926.

